

Platform
for Agricultural
Risk Management

Managing risks
to improve farmers'
livelihoods

Capacity Development



Sénégal

Atelier de Renforcement des Capacités
de l'étude sur les transferts d'argent
comme instrument de GRA (CD3)

Rapport
17 Octobre 2017





PARM
PLATFORM FOR
AGRICULTURAL RISK
MANAGEMENT

Platform
for Agricultural
Risk Management

Managing risks
to improve farmers'
livelihoods

Sénégal



Atelier de Renforcement des Capacités de l'étude sur les transferts d'argent comme instrument de GRA (CD3)

Partie I

RAPPORT PRINCIPAL

Dakar | 17 Octobre, 2017

En collaboration avec :



Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural

Et



RED MANAGROVE DEVELOPMENT ADVISORS

Avant-propos

La Plateforme pour la Gestion des Risques Agricoles remercie très sincèrement le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER), RMDA et le NEPAD, ainsi que tous les participants pour leur participation active et contributions durant l'atelier sur le renforcement des capacités sur l'étude de faisabilité pour l'investissement dans les transferts d'argent comme instrument de GRA. Notre gratitude va également à Mme Sokhna Mbaye Diop, Conseillère Technique et Point Focal National PARM au Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER), pour son soutien durable aux activités PARM et à toute l'équipe RMDA qui a fourni une excellente formation. L'équipe PARM été composée par Ilaria Tedesco (experte en développement des capacités).

Table des matières

1. Introduction	4
Cérémonie d'ouverture	4
Déroulement de la formation	4
2. Discussions et recommandations	6
Discussions	6
Recommandations	6
Les pistes de collaboration	6
Cérémonie de clôture	6
3. Annexe	7
Agenda	8
Liste de participants	12

1. Introduction

Le mardi 17 octobre 2017 s'est tenu l'atelier de renforcement des capacités de l'étude sur les transferts d'argent comme instrument de gestion des risques agricoles au Sénégal à la salle de conférence du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural (MAER).

Sous la présidence de Madame Sokhna Mbaye DIOP, Conseillère technique au MAER et Point Focal National PARM, l'atelier a regroupé les représentants :

- Des ministères en charge de : Agriculture (Direction de la Protection des Végétaux, SODAGRI, SAED, ANCAR) ; de la Pêche (CEP), de l'Élevage (DIREL) ;
- Des associations de Producteurs agricoles et d'éleveurs (plateformes paysannes) ;
- Secteur Privé (CNCAS) ;
- D'assureurs (CNAAS, Planet Garantie) (voir liste de présence en annexe).

La modération des travaux de l'atelier a été gérée par la présidente de séance.

L'objectif global visé était de réunir l'ensemble des acteurs concernés pour renforcer leurs capacités sur les transferts d'argent afin d'identifier les opportunités de marché et de partenariats pour combiner services de transferts d'argent à d'autres services financiers inclusifs (épargne, crédit, assurances) et à valeur ajoutée agricole.

Les objectifs spécifiques sont de rappeler :

- L'importance des transferts de fonds pour les ménages ruraux et leur impact sur la gestion des risques agricoles,
- Faire ressortir de manière concrète les pistes de collaborations,
- Les risques grandissants liés aux changements climatiques et les opportunités à saisir pour la mise en œuvre du programme

L'atelier a permis également à :

- Réfléchir avec tous les participants à la manière dont on peut affiner les résultats de l'étude, et donc la manière dont les envois d'argent peuvent permettre d'anticiper ou d'atténuer les effets des crises agricoles,
- Discuter des constats et recommandations de l'étude pour faciliter leur mise en œuvre opérationnelle et appropriation,
- Mobiliser les futurs acteurs du programme autour d'un plan d'actions commun.

Cérémonie d'ouverture

Ouvrant la séance, Madame Sokhna Mbaye DIOP, conseillère technique au MAER, a rappelé le contexte du processus sur la Gestion des Risques Agricoles (PARM) au Sénégal. Elle a aussi remercié les membres du comité technique GRA et les différents partenaires techniques et financiers nationaux et internationaux qui appuient le processus.

Déroulement de la formation

L'atelier s'est déroulé en plénière. Une présentation du rapport a été faite par Monsieur Mallé FOFANA, consultant RMDA, suivie des discussions.

Présentation de l'étude

Le consultant, M. Mallé FOFANA a d'abord rappelé les objectifs de l'étude, ensuite parlé de la méthodologie utilisée, des constats du côté de la demande et des axes d'intervention.

Les objectifs visés par l'étude sont :

- Développer une étude comportementale des ménages ruraux afin d'établir une catégorisation des usages directs et indirects des transferts d'argent comme instruments de gestion des risques agricoles ;
- Cartographier les prestataires de services financiers et leur capacité à couvrir les besoins des ménages ruraux en termes de transferts d'argent mais également d'autres services financiers et d'information d'aide à la prise de décision ;
- Etablir un programme d'intervention engageant les organisations publiques sénégalaises et les partenaires au développement ainsi que le secteur privé pour optimiser l'utilisation des transferts d'argent comme instrument de gestion des risques agricoles.

Méthodologie

L'étude a couvert deux régions. Les critères de choix de ces deux régions sont :

- La vulnérabilité des régions aux aléas climatiques ;
- L'importance des migrations ;
- Le nombre de ménages ruraux dépendant des transferts de fonds ;
- Le taux de pauvreté ;
- La présence et le volume d'investissement des Partenaires Techniques et Financiers.

Constats

Ils se présentent comme suit :

- 97% des ménages interrogés confirment avoir été victimes d'une mauvaise saison et généralement 60% des raisons sont liées au climat,
- 66% des ménages enquêtés consomment plus de 50% de leur production,
- 41,6% des ménages expliquent que la rareté et les retards de la pluie constituent le premier choc qui affectent leur production, et cela chaque année,
- 70% décrivent leur statut financier actuel comme ne permettant pas à subvenir à leurs besoins, ni à ceux des personnes à leur charge,
- 52,2% des ménages enquêtés n'ont aucune stratégie de mitigation pour faire face au risque agricole et 47,2% comptent sur un soutien extérieur après le choc,
- 70% des fonds transférés sont utilisés pour faire face aux dépenses indispensables de la vie quotidienne (consommation),
- 32% des ménages enquêtés expliquent avoir recours au crédit, mais 62% de ces recours sont informels (amis, familles et commerçants),
- Les sommes épargnées restent assez faibles : 28% des ménages ne peuvent mettre qu'entre 500 et 1 000 francs CFA de côté à chaque fois,
- 51% n'épargnent pas et n'en ont pas la culture,
- 63% des transferts venus de l'étranger sont effectués de manière informelle (Main à main, transfert réseau informel),
- 49% des ménages épargnent mais surtout en nature et de façon irrégulière 98,2% ménages enquêtés révèlent ne pas connaître l'existence.

Concernant la prise en compte du genre, la situation est la suivante :

- Les femmes se distinguent par un taux d'épargne supérieur à celui des hommes, mais elles sont moins nombreuses à être en capacité d'épargne régulièrement,
- Elles épargnent essentiellement dans des tontines (50% des cas) quand les hommes sont davantage bancarisés (30% de leur épargne est en banque) ou utilisent les caisses villageoises (31%),
- Elles sont plus de 50% à ne pouvoir épargner que des sommes inférieures à 1 000 F CFA par dépôt et sont 3 fois moins nombreuses que les hommes à disposer de sommes supérieures à 50 000 F CFA (9% des cas contre 26% chez les hommes).

3.1.3. Axes d'intervention

Les axes proposés se présentent comme suit :

- Accessibilité,
- Développements produits,
- Savoir.

2. Discussions et recommandations

Discussions

Après la présentation de l'étude par le consultant, les discussions ont tourné autour des points suivants :

- La non prise en compte de l'actif au niveau des ménages ;
- La constance du transfert et la réception des fonds qui sont le plus en vue ;
- Le niveau faible de revenu des producteurs qui ne leur permet pas d'épargner ;
- La mise en place d'un programme de digitalisation et de dématérialisation au niveau de la CNCAS ;
- La constance des transferts ne permet pas de développer une stratégie d'épargne ;
- Les transferts d'argent ne sont pas adossés à un plan d'adaptation ;
- Le développement de l'assurance agricole indicielle sur certaines spéculations (arachide, maïs, mil...) au Sénégal ;
- La nécessité de mettre en place un programme détaillé de sensibilisation et de formation sur les outils GRA ;
- Est-ce que les autres formes d'épargne (élevage) ont été prises en compte ?
- En termes de transaction, les transferts sont énormes mais en termes de quantité, c'est plutôt faible ;
- Le crédit de campagne émis par la CNCAS est remboursé par l'argent issu de l'immigration mais pas celui de la production car destiné globalement à l'autoconsommation ;
- L'allocation de l'argent aux postes de dépenses est l'apanage des bénéficiaires ;
- A considérer trois cas concernant les producteurs : ceux qui sont vulnérables (pas de revenu), ceux qui gardent leur argent sous les matelas et ceux qui confient leur épargne aux institutions financières ;
- Les institutions de micro finance ne font plus de l'éducation financière ;
- Problème de disponibilité de la ressource auprès des institutions financières.

Concernant les questions posées, les réponses suivantes ont été données :

- Les profils des ménages (actifs) ont été pris en compte par l'étude ;
- La constance des envois ne pose pas problème, c'est plutôt le montant faible des envois.

Recommandations

A la suite des discussions, les recommandations suivantes sont formulées :

- Promouvoir des champions pour pouvoir motiver les autres producteurs à s'engager dans l'épargne ;
- Avoir un package concernant la formation et la sensibilisation (programme d'éducation financière) adapté par zone ;
- Sensibiliser la diaspora sur l'orientation de la destination des fonds envoyés ;
- Développer des projets communautaires à travers les dépôts aux banques par les immigrés ;

Les pistes de collaboration

Les propositions formulées sont les suivantes :

- CNCAS est : (i) dans la mouvance de développer de nouveaux produits/outils (digitalisation, dématérialisation...), (ii) de rendre disponible les informations agricoles (cas des intrants subventionnés...), (iii) de faciliter la rencontre avec les acteurs – cas des crédits distribués via les téléphones (engrais), (iv) disposée à accompagner cette réflexion en vue de développer des programmes pilotes, (v) d'accompagner les filières, (vi) de disposer d'une plateforme capitalisant toutes les informations disponibles, (vii) d'intégrer les programmes en cours (cas de l'ANIDA, PRODAC) et le MEFP pour l'organisation d'un symposium ;
- Planet garantie : (i) Développement des indices d'assurance, (ii) formation, sensibilisation et capitalisation, (iii) développement de l'indice basé sur les satellites ;
- ANCAR : (i) fonction d'intermédiation, (ii) faire le lien entre les producteurs, les assurances et les institutions de micro finances, (iii) joue un rôle important dans la formation/sensibilisation ;
- SODAGRI : (i) fonction d'intermédiation entre les producteurs et les institutions financières, (ii) participer à la mise en œuvre de ce programme en termes de conseil et de formation.

Cérémonie de clôture

En clôturant l'atelier, Madame Sokhna M. Diop a remercié les participants pour les résultats forts intéressants obtenus pouvant améliorer l'étude, le consultant et PARM/NEPA P.

3. Annexe

Annexe 1 : Agenda

Heures	Rubriques	Responsables
	Cérémonie d'ouverture <ul style="list-style-type: none"> Discours d'ouverture du représentant du Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural 	
9h00-9h15	Présentation des TDR et de l'Agenda	Mme Sokhna Mbaye DIOP /Point Focal PARM MAER
9h15-10h00	Présentation des résultats de l'Etude <ul style="list-style-type: none"> Présentation des constats de l'étude Présentations des recommandations et opportunités d'investissement Questions/Réponses 	Red Mangrove Development Advisors (RMDA) , Mallé Fofana, Chef d'équipe
10h00 – 10h15	Pause-café	
10h15 – 12h00	Discussion sur les mécanismes innovants et les bonnes pratiques	Participants
12h00 – 13h00	Plan d'actions du programme <ul style="list-style-type: none"> Présentation des axes stratégiques Questions/Réponses Constitution des groupes 	Red Mangrove Development Advisors (RMDA) , Mallé Fofana, Chef d'équipe
13h00 – 13h30	Propositions : <ul style="list-style-type: none"> D'actions complémentaires ; Des barrières potentielles 	FIDA/PARM Participants
13h30 – 14h00	Séance de clôture <ul style="list-style-type: none"> Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural 	
14h00 – 15h00	Pause-Déjeuner	

Annexe 2 : Liste de participants

Nom/ Prénom	Structure
1. Sokhna Mbaye Diop	MAER
2. Seigne Moustapha Sylla	MSD
3. Omar Diop	CNAAS
4. Seydou Badi	AVSF
5. El hadji Ibrahima Diop	NEPAD
6. Abdoul Ahad Faye	JOKALANTE
7. Oumar Fadiaba	CEP/PECHE
8. Babacar Sembeve	ARMCOM
9. Aboubacar Ly	ASPRODEB
10. Abdoulaye Sow	SAED
11. Assane Ndiya	ANCAR
12. Wally B. Fall	DPV
13. Oumar Ly	SODAGRI
14. Khady Kane	DIREL



PARM
PLATFORM FOR
AGRICULTURAL RISK
MANAGEMENT

Sénégal



Atelier de Renforcement des Capacités de l'étude sur les transferts d'argent comme instrument de GRA (CD3)

Partie II

PRESENTATIONS

Dakar | 9 – 13 Octobre, 2017

En collaboration avec:



Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural

Et



RED MANAGROVE DEVELOPMENT ADVISORS

Table des matières

Présentation 1: Les transferts d'argent comme instrument de gestion des risques agricoles au Sénégal	3
Malle Fofana, RMDA	

Présentation 1:

Les transferts d'argent comme instrument de gestion des risques agricoles au Sénégal

Malle Fofana, RMDA

Platform
For Agricultural
Risk Management
Managing risks
To improve farmers'
livelihoods



Les transferts d'argent comme instrument de gestion des risques agricoles au Sénégal

Renforcement des Capacités sur la Gestion des Risques Agricoles
Dakar du 09 au 13 Octobre 2017

Malle Fofana
Directeur
Red Mangrove Development
Advisors
RMDA



Objectif de l'Etude



1. Développer une étude comportementale des ménages ruraux afin d'établir une catégorisation des usages directs et indirects des transferts d'argent comme instruments de gestion des risques agricoles
2. Cartographier les prestataires de services financiers et leur capacité à couvrir les besoins des ménages ruraux en termes de transferts d'argent mais également d'autres services financiers et d'information d'aide à la prise de décision.
3. Etablir un programme d'intervention engageant les organisations publiques sénégalaises et les partenaires au développement ainsi que le secteur privé pour optimiser l'utilisation des transferts d'argent comme instrument de gestion des risques agricoles.



Méthodologie : Choix des régions



Nous avons dû opérer un choix de deux régions pour entamer nos travaux. Celui-ci s'est fait à travers 5 critères développés par nos soins :

- La **vulnérabilité des régions aux aléas climatiques** (classement des régions selon le nombre de ménages ruraux potentiellement touché par les chocs)
- **L'importance des migrations** (internes et internationales) par région (part de la population régionale habitant dans d'autres régions du Sénégal ou à l'étranger)
- Le **nombre de ménages ruraux dépendant des transferts de fonds** dans ces régions (nombre de ménages recevant déjà de l'argent de leur proche habitant d'autres régions ou l'étranger)
- Le **taux de pauvreté** (au sens de l'ANSD)
- La présence des **Partenaires Techniques et Financiers** (PTF), afin de jouer au maximum sur les synergies envisageables pour le futur programme



Vulnérabilité des régions aux aléas climatiques



Classement des régions selon le potentiel d'habitants touchés par la sécheresse

Région	Population totale (RGPHAE 2013)	Population rurale (RGPHAE 2013)	Part de la population rurale dans la population totale
Tambacounda	661 191	519 871	79%
Saint-Louis	881 706	496 905	56%
Kolda	642 286	492 818	77%
Matam	540 329	442 754	82%
Sédhiou	442 756	365 980	83%
Kédougou	136 379	113 829	83%
Total/Moyenne	13 0334 665	7 405 914	57%



L'importance des migrations



Ce critère permet de classer les régions selon leur solde migratoire (différence entre les départs et les arrivées au sein d'une même région). Il identifie ainsi les régions disposant du plus grand nombre de personnes nées sur son territoire et l'ayant quitté, en distinguant les habitants ayant émigré vers les autres régions du Sénégal et vers l'international.

	Emigration internationale	Immigration internationale	Solde international	Immigration interne	Emigration interne	Solde interne	Solde total
1. Louge	7 815	1 714	-6 101	26 854	52 428	-25 574	-31 675
2. Kaolack	5 748	2 410	-3 338	32 148	57 156	-25 008	-28 346
3. Saint-Louis	15 765	3 695	-12 070	30 405	35 658	-5 253	-17 323
4. Kaffrine	1 936	1 017	-919	17 048	32 829	-15 781	-16 700
5. Thiès	14 616	3 695	-10 921	75 877	80 154	-4 277	-15 198
6. Matam	22 735	3 266	-19 469	16 408	11 658	4 750	-14 719
7. Kédougou	869	750	-119	4 297	14 941	-10 644	-10 763
8. Kolda	8 436	3 106	-5 330	17 398	21 255	-3 857	-9 187
9. Tambacounde	9 278	2 677	-6 601	24 723	26 742	-2 019	-8 620
10. Sédhiou	4 098	1 339	-2 759	12 846	18 662	-5 816	-8 575
11. Deker	49 898	20 401	-29 497	151 590	126 524	25 066	-4 431
12. Ziguinchor	4 467	4 819	352	26 903	31 608	-4 705	-4 353
13. Fatick	3 883	1 928	-1 955	31 590	32 078	-488	-2 443
14. Diourbel	15 357	2 784	-12 573	133 996	60 390	73 606	61 033
Total	164 901	53 601	-111 300	602 083	602 083	-	-111 300

Taux de pauvreté



Le Sénégal se caractérise par un niveau de pauvreté qui touche environ 46,7% des ménages selon l'ANSD. L'analyse de la pauvreté au niveau régional montre une forte disparité entre les régions en termes de niveau de vie. Il semble par ailleurs que les régions ayant connu le plus d'émigration internationale aient un niveau de pauvreté moindre que les autres.

Régions	Incidence de la pauvreté (%)
1. Kolda	76.6
2. Kédougou	71.3
3. Sédhiou	68.3
4. Fatick	67.4
5. Ziguinchor	66.8
6. Kaffrine	63.8
7. Kaolack	61.7
8. Tambacounda	60.4
9. Diourbel	48.9
10. Matam	45.2
11. Thiès	41.3
12. Saint-Louis	39.5
13. Louga	26.8
14. Dakar	26.1

Ménages ruraux dépendant des transferts de fonds

Les résultats révèlent qu'en milieu rural, 41,9% des foyers n'ont pas de proches migrants, que 30,6% en ont au niveau national et que 27,5% en ont à l'international. En complément, l'étude du CGAP (2013) a conclu que 71,25% des migrants internationaux envoient des fonds, pour 43% des migrants nationaux.

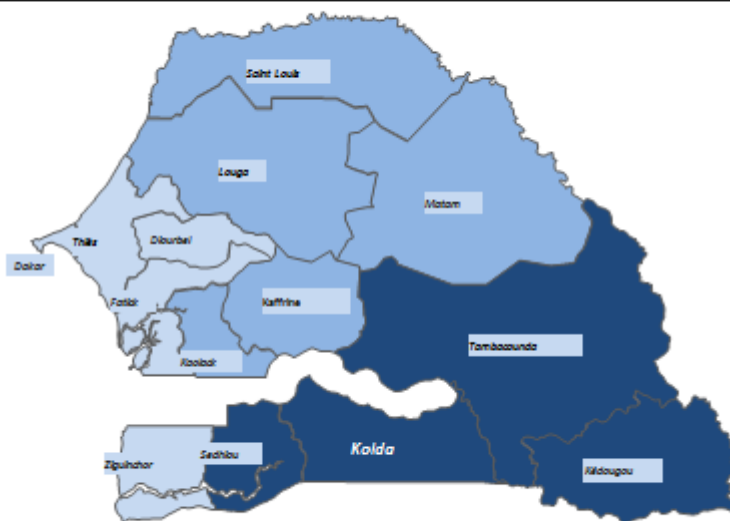
Région	Pop. rurale	Taille moyenne des ménages ruraux	Nombre de ménages ruraux	Nombre de ménages ruraux avec migrant national	Nombre de ménages ruraux avec migrant internet.	Personnes rurales dépendant potentiellement de l'envoi de fonds des migrants en milieu rural (est.)		
						Valeur	% pop. rurale	% pop. totale
1. Diourbel	1 257 586	6	139 732	42 758	38 426	375 906	30%	26%
2. Thiès	916 752	7	101 861	31 170	28 012	274 027	30%	16%
3. Louge	684 511	9	76 057	23 273	20 916	204 608	30%	24%
4. Kaolack	622 115	8	62 212	19 037	17 108	167 361	27%	18%
5. Fatick	603 903	10	60 390	18 479	16 607	162 462	27%	23%
Tambe.	519 871	10	51 987	15 908	14 296	139 856	27%	21%
Saint-Louis	496 905	9	62 113	19 007	17 081	167 097	34%	19%
Kolda	492 818	9	54 758	16 756	15 058	147 309	30%	23%
Kaffrine	481 115	10	48 112	14 722	13 231	129 430	27%	24%
Matam	442 754	9	44 275	13 548	12 176	119 110	27%	22%
Sédhiou	365 980	10	33 271	10 181	9 150	89 505	24%	20%
Ziguinchor	296 895	10	42 414	12 979	11 664	114 101	38%	22%
Kédougou	113 829	7	16 261	4 976	4 472	43 746	38%	32%
Dakar	110 880	11	18 480	5 655	5 082	49 715	45%	2%
Total	2 801 176	-	319 683	97 823	87 913	2 184 233	31%	21%

Ménages ruraux dépendant des transferts de fonds

Les résultats révèlent qu'en milieu rural, 41,9% des foyers n'ont pas de proches migrants, que 30,6% en ont au niveau national et que 27,5% en ont à l'international. En complément, l'étude du CGAP (2013) a conclu que 71,25% des migrants internationaux envoient des fonds, pour 43% des migrants nationaux.

Région	Pop. rurale	Taille moyenne des ménages ruraux	Nombre de ménages ruraux	Nombre de ménages ruraux avec migrant national	Nombre de ménages ruraux avec migrant internet.	Personnes rurales dépendant potentiellement de l'envoi de fonds des migrants en milieu rural (est.)		
						Valeur	% pop. rurale	% pop. totale
1. Diourbel	1 257 586	6	139 732	42 758	38 426	375 906	30%	26%
2. Thiès	916 752	7	101 861	31 170	28 012	274 027	30%	16%
3. Louge	684 511	9	76 057	23 273	20 916	204 608	30%	24%
4. Kaolack	622 115	8	62 212	19 037	17 108	167 361	27%	18%
5. Fatick	603 903	10	60 390	18 479	16 607	162 462	27%	23%
Tambe.	519 871	10	51 987	15 908	14 296	139 856	27%	21%
Saint-Louis	496 905	9	62 113	19 007	17 081	167 097	34%	19%
Kolda	492 818	9	54 758	16 756	15 058	147 309	30%	23%
Kaffrine	481 115	10	48 112	14 722	13 231	129 430	27%	24%
Matam	442 754	9	44 275	13 548	12 176	119 110	27%	22%
Sédhiou	365 980	10	33 271	10 181	9 150	89 505	24%	20%
Ziguinchor	296 895	10	42 414	12 979	11 664	114 101	38%	22%
Kédougou	113 829	7	16 261	4 976	4 472	43 746	38%	32%
Dakar	110 880	11	18 480	5 655	5 082	49 715	45%	2%
Total	2 801 176	-	319 683	97 823	87 913	2 184 233	31%	21%

Présence des Partenaires Techniques et Financiers



Méthodologie : Choix des régions



Thème :	Vulnérabilité	Migrations	Transferts	Pauvreté	PTF	Score total
Pondération :	10% (1 point)	15% (1,5 point)	30% (3 points)	15% (1,5 point)	30% (3 points)	
Louga		1,5 point	1,8 point		3 points	6,3
Kolda	0,6 point			1,5 point	2,4 points	4,5
Kédougou				1,2 point	1,8 point	3
Diourbel			3 points			3
Thiès		0,3 point	2,4 points			2,7
Keoleck		1,2 point	1,2 point			2,4
Tambacounda	1 point				1,2 point	2,2
Saint-Louis	0,8 point	0,6 point				1,4
Fatick			0,6 point	0,6 point		1,2
Sédhiou	0,2 point			0,9 point		1,1
Matam	0,4 point				0,6 point	1
Kaffrine		0,9 point				0,9
Ziguinchor				0,3 point		0,3
Dakar						0

■ Ce critère pèse 10% de la note finale établie sur 10, soit 1 point. Parmi les 5 régions notées, Tambacounda est arrivée en tête et réalise 100% des points (100% x 1 point), Saint-Louis est arrivée seconde, ce qui lui vaut 80% de la note du critère soit 0,8 point, Kolda arrive en troisième position, ce qui lui vaut 0,6 point, etc.



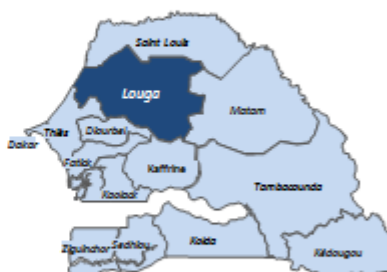
Méthodologie : Population cible



	Taille attendue (par calcul)	Taille enquêtée (en inverse)
Taux d'erreur (α^*)	5 %	4,20 %
n_1	400	425
Taille espérée	520	
Taille finale de l'échantillon	572	555



Commune : 5
Village : 21
Ménage : 280



Commune : 5
Village : 19
Ménage : 278



Méthodologie : Particularité Kolda



Kolda : Les ménages de Kolda sont 95% à évoluer dans l'agriculture majoritairement en tant qu'employés à temps partiel. Bénéficiant surtout de famille installée dans d'autres régions du Sénégal, 50% des transferts qu'ils reçoivent constituent un don. Dans 71% des cas, la transaction se fait de main à main. Les transferts prennent deux formes dans des proportions équivalentes : envois réguliers, et envois ponctuels en cas de difficulté financière. Dans les deux cas de figure, les sommes reçues sont inférieures à 50 000 FCFA pour 65% des personnes interrogées.

DEPARTEMENT	COMMUNE	VILLAGE	Nombre de questionnaires par ménage
KOLDA	SAGADAGUI	Missine Kamarang	14
		Sagadagi	14
		Medina Sédou Ba	14
	MAMPATIM	Wackilac Koyol	14
		Simbiango Sadio	12
		Medina Mada	15
MEDINA YERÓ PÓULAH	PAPA COUROU	Vidjara Nafa	15
		Mampatim	15
	PAPA COUROU	Sero Sakary	14
		Medina Soukterou	14
VELINGARA	LINKERING	Sero Yoroïd	14
		Pafa Courou	15
		Linkering	17
		Lislam	16
	KANDIAYE	Domba Grama	5
		Missine Sembé	5
		Kandiaye	19
		Medina Chorif	7
KANDIAYE	Tomonta Alladiaye	19	
	Yoroïye	15	
	Sero Shailou	5	



Méthodologie : Particularité Louga



Louga : Les personnes rencontrées à Louga exercent presque toutes une activité agricole (98.6% des sondés), mais elles sont plus nombreuses à être employées à temps plein ou à leur compte. Elles disposent d'une part plus importante de proches résidant à l'étranger. Ces derniers transfèrent des fonds sous forme de don dans 70% des cas, en utilisant majoritairement des moyens formels. Les sommes reçues lors de difficultés financières sont plus importantes (dans 1/3 des cas la somme est supérieure à 100 000 FCFA) mais équivalentes aux chiffres de Kolda sur les transferts réguliers (inférieure à 50000 FCFA dans 50% des cas).

DEPARTEMENT	COMMUNE	VILLAGE	Nombre de ménages enquêtés
KEDOUER	NDANDE	Andoulaye	17
		Niokhoul Fall	14
		Niokhoul Boye	14
	LORO	Thioye Thioye	11
		Dereu Khoudess	14
		Kabidou	14
LOUGA	KEUR MOMAR SARR	Mbamba Ngiranc	15
		Ndiobonc Loro	15
		Foto	15
	SAKAL	Madina	14
		Kour Aya	14
		Bankot	14
		Thiambonc	14
		Nian Dalhar	14
		Sakal	15
	SYR	Kour Moissa Oulye	14
		Syr 2	19
		Ouidick	19
		Malla Tallé	18

CONSTATS: DU CÔTÉ DE LA DEMANDE



Principaux pays de provenance des transferts de fonds internationaux du panel d'enquêtés



L'Union européenne est de loin la première zone de provenance des sommes d'argent reçus par le Sénégal, suivie par les Etats-Unis, puis la zone UEMOA. Le reste provient des Emirats arabes, de l'Asie du sud-est et des autres régions du continent africain.

CONSTATS: DU CÔTÉ DE LA DEMANDE



97% des ménages interrogés confirment avoir été victimes d'une mauvaise saison et généralement 60% des raisons sont liées au climat

41,6% des ménages expliquent que la rareté et les retards de la pluie constituent le premier choc qui affectent leur production, et cela chaque année

66% des ménages enquêtés consomment plus de **50%** de leur production

70% décrivent leur statut financier actuel comme ne permettant pas à subvenir à leurs besoins, ni à ceux des personnes à leur charge

52,2% des ménages enquêtés n'ont aucune stratégie de mitigation pour faire face au risque agricole et **47,2%** comptent sur un soutien extérieur après le choc

51% n'épargnent pas et n'en ont pas la culture

49% des ménages épargnent mais surtout en nature et de façon irrégulière

Les sommes épargnées restent assez faibles :

28% des ménages ne peuvent mettre qu'entre 500 et 1 000 francs CFA de côté à chaque fois

63% des transferts venus de l'étranger sont effectués de manière informelle (Main à main, transfert réseau informel)

70% des fonds transférés sont utilisés pour faire face aux dépenses indispensables de la vie quotidienne (consommation)

32% des ménages enquêtés expliquent avoir recours au crédit, mais 62% de ces recours sont informels (amis, familles et commerçants)

98,2% ménages enquêtés révèlent ne pas connaître l'existence de produits d'assurance agricole

CONSTATS: DU CÔTÉ DE LA DEMANDE



« Je pense que c'est difficile pour nous d'aller à la rencontre des institutions financières pour épargner de l'argent. D'abord elles sont pas proche, je ne vois pas l'avantage de parcourir à pied plus de 10 km parfois pour aller verser 500 FCFA ou 1000 FCFA dans le compte. En plus nous n'avons pas un surplus qui mérite d'aller vers ces acteurs »



CONSTATS: DU CÔTÉ DE LA DEMANDE



« C'est vrai que nous recevons de l'aide auprès des proches, organisations et autres, mais cela ne pourra pas perdurer, et cela nous pousse à dépendre d'eux, et vraiment, cette situation est stressante. Nous aurions préféré avoir plus de connaissances et de matériels permettant de mieux faire l'agriculture et de pouvoir produire assez pour la famille et le village. »

CONSTATS: DU CÔTÉ DE LA DEMANDE



« Actuellement, nous ne faisons que survivre depuis des années, satisfaire ces besoins primaires devient de plus en plus difficile. »

« Nous avons peur de notre avenir, car la situation devient de pire en pire chaque année et nous ne savons pas quoi faire. »



CONSTATS: DU CÔTÉ DE LA DEMANDE



22% ont mis en place une stratégie de mitigation des risques

Cette stratégie consiste pour **25%** d'entre eux à attendre l'aide du Gouvernement ou d'ONG

33% épargnent

38% épargnent en cas de perte agricole

19% ont reçu un crédit dernièrement

73% ont mis en place une stratégie de mitigation des risques

Cette stratégie consiste pour **40%** d'entre eux à diversifier l'activité et investir dans des intrants adaptés

65% épargnent

45% épargnent en cas de perte agricole

45% ont reçu un crédit dernièrement (particulièrement en cas de transfert formel)



- 6 000 000 de sénégalais « ruraux »
- 2 000 000 dépendent des transferts de fonds

2 milliards de dollars transférés vers le Sénégal en 2016
Soit 12% du PIB et 5 fois les flux d'IDE de l'année

CONSTATS: DU CÔTÉ DE LA DEMANDE



MAIS

Les ménages ruraux travaillent de **petites parcelles** (1 ha) et ont en moyenne **8 personnes à charge**

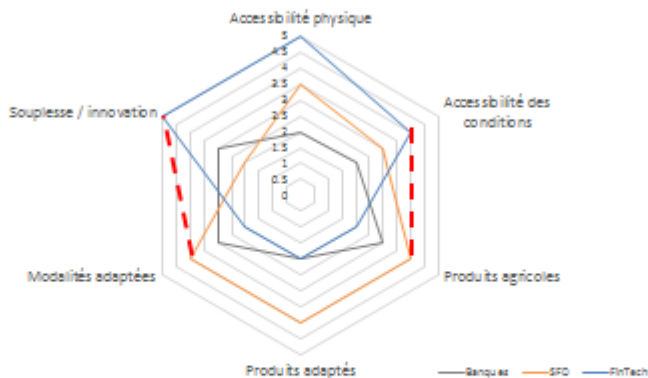
Ils sont **excentrés des comptoirs des banques et Services Financiers Décentralisés**, ce qui limite les capacités d'épargne formelle

Leurs investissements pour mitiger les risques agricoles se heurtent à la **méconnaissance des techniques, intrants et méthodes adaptés** au changement climatique

- Il en résulte des **difficultés à utiliser avec efficacité les fonds** pour gérer le risque agricoles
- Les **transferts de fonds formels restent très minoritaires**, leurs avantages ne contrebalancent pas le risque que représentent les transferts de fonds informels ou sont méconnus



CONSTATS: DU CÔTÉ DE L'OFFRE



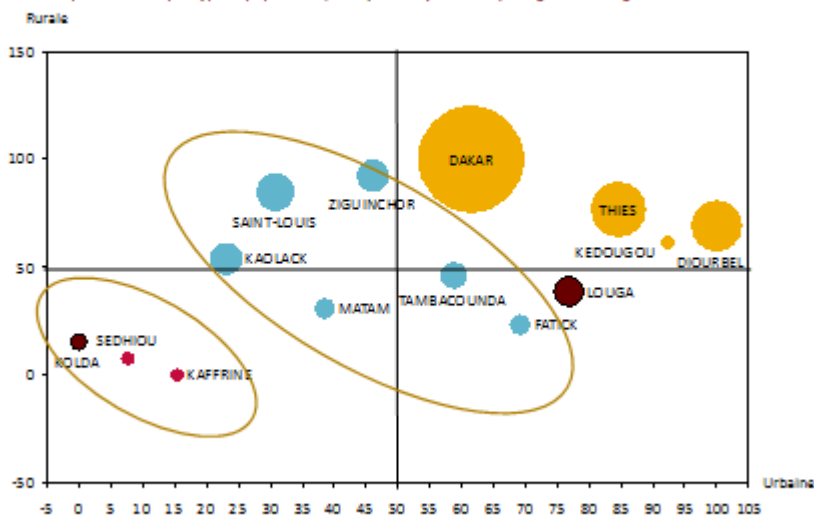
- D'une part, il existe des **produits financiers à potentiel** mais une **difficulté d'accéder aux villages**
- D'autre part, on recense des **technologies au fort taux de pénétration** mais **pas de produits financiers** répondant aux besoins
- Reste également un espace pour de nouveaux produits intégrés (assurance, crédit, épargne, paiement), pourquoi pas liés à la mécanique des transferts de fonds



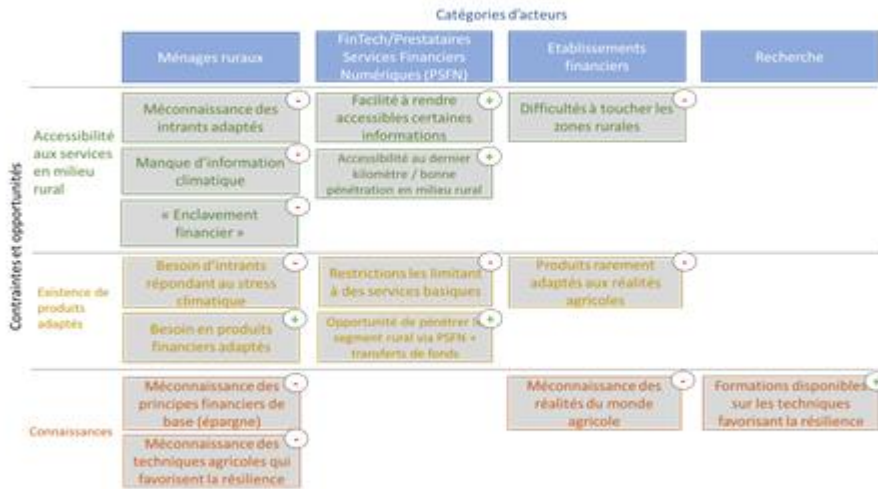
CONSTATS: DU CÔTÉ DE L'OFFRE



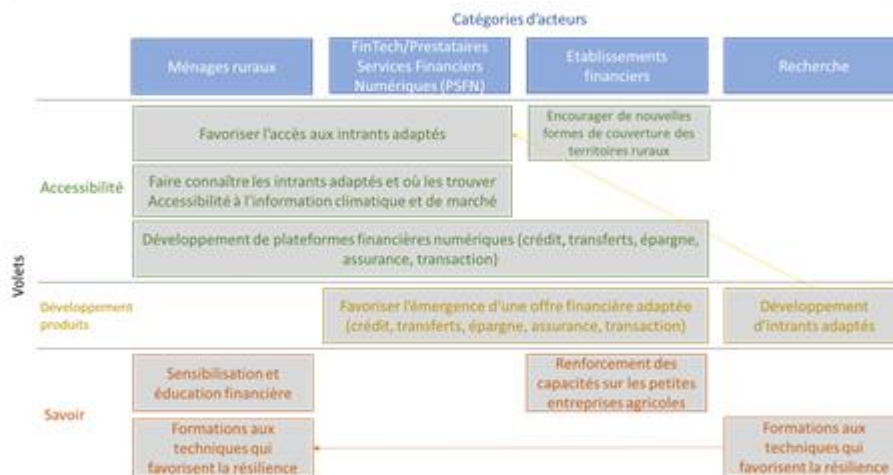
Nombre de points d'accès par type de population (rurale/urbaine) dans chaque région du Sénégal



Synthèse des contraintes par acteur



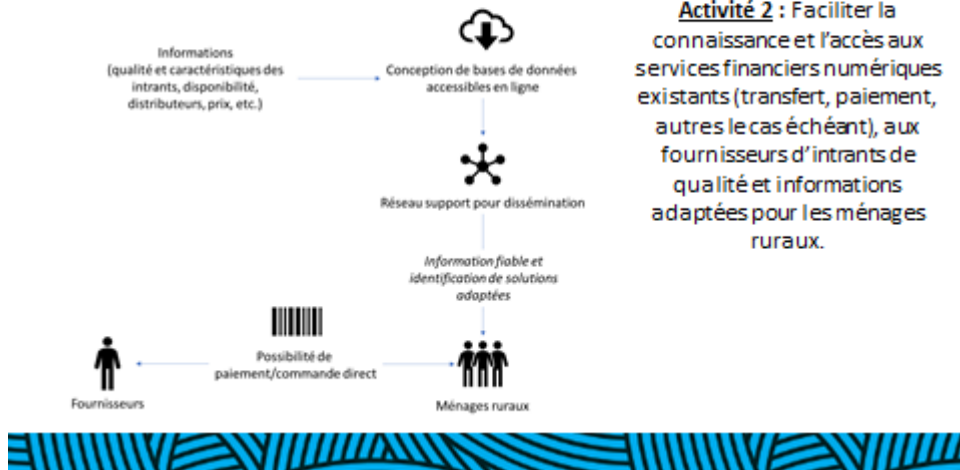
Axes d'intervention possible



Composante Accessibilité 1/2



Activité 1 : Encourager la mise en place d'un environnement règlementaire plus favorable pour accroître l'accessibilité aux transferts formels en milieu rural

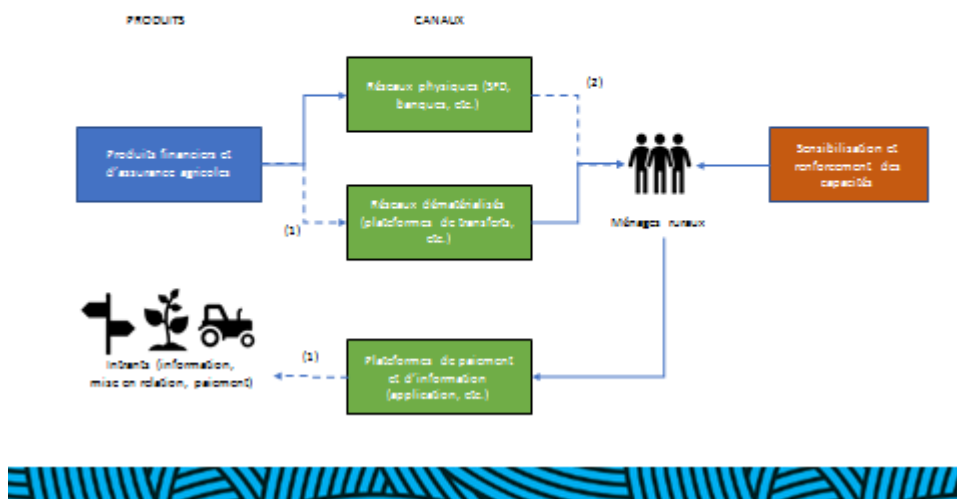


Activité 2 : Faciliter la connaissance et l'accès aux services financiers numériques existants (transfert, paiement, autres le cas échéant), aux fournisseurs d'intrants de qualité et informations adaptées pour les ménages ruraux.

Composante Accessibilité 2/2



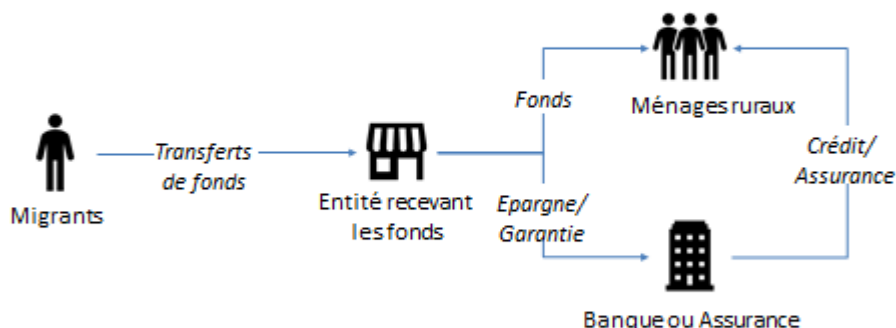
Activité 3 : Rendre les services financiers formels accessibles dans les villages reculés par leur digitalisation



Composante développement produit 1/2



Activité 1 : Développement d'un produit financier basé sur la réception de transferts internationaux



Un point sur la diapora



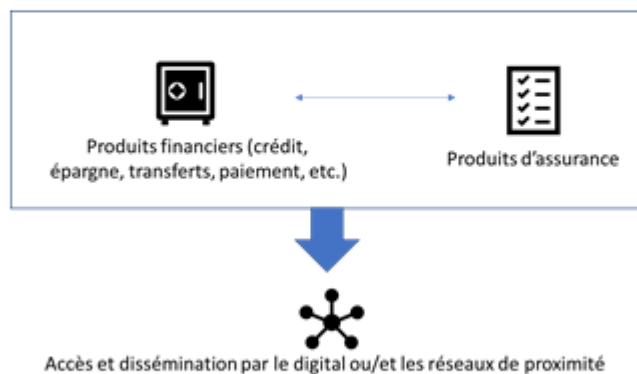
1. Les associations de migrants sénégalais sont souvent le reflet de l'organisation territoriale au pays.
2. L'avènement des deuxièmes et troisièmes générations d'émigrés a opéré une prise de conscience de la nécessité de mener des projets collectifs davantage tournés vers l'économie. Les infrastructures sociales ne génèrent pas de recettes mais engendrent des coûts d'entretien, qui puisent dans les fonds propres des associations de migrants
3. Les motivations ne sont jamais purement commerciales.
4. Les migrants n'ont que faiblement connaissance des dispositifs de soutien et programmes d'accompagnement sur place. Leurs investissements ont rarement lieu en concertation avec les services de l'Etat.
5. Le choix des projets se fait souvent selon une vision étroite des opportunités locales, et cible principalement la production agricole.

Si la capacité à contrer les risques agricoles est en partie limitée par la difficulté à se procurer les outils adéquats, les associations de migrants peuvent être incitées à investir dans la provision de solutions locales adaptées.

Composante développement produit 2/2



Activité 2 : Concevoir une gamme d'offres de financement et d'assurance formelles, adaptées aux besoins des ménages ruraux et disponibles sur support numérique



parm@ifad.org www.p4arm.org [@parminfo](https://twitter.com/parminfo)



Contacts

PARM Secretariat

**International Fund
for Agricultural Development (IFAD)**

📍 Via Paolo di Dono 44 - 00142 Rome (Italy)

✉️ parm@ifad.org

🌐 www.p4arm.org

🐦 [@parminfo](https://twitter.com/parminfo)